

FAHMY-EID, Nadia et Micheline DUMONT, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*. Montréal, Boréal Express, 1983. 415 p.

Thérèse Hamel

Volume 38, numéro 4, printemps 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304312ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304312ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hamel, T. (1985). Compte rendu de [FAHMY-EID, Nadia et Micheline DUMONT, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*. Montréal, Boréal Express, 1983. 415 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 38(4), 594–596. <https://doi.org/10.7202/304312ar>

FAHMY-EID, Nadia et Micheline DUMONT, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*. Montréal, Boréal Express, 1983. 415 p.

Dans cet ouvrage, et au moyen principalement d'études de cas et de monographies, les auteures se proposent d'étudier «Deux institutions, mais aussi deux milieux de vie, où les femmes font, dès leur jeune âge, l'apprentissage de la féminité» (p. 5) à savoir l'école et la famille. On y retrouve pas moins de quinze articles dont sept portent sur les rapports femmes et éducation, sept sur les rapports femmes et famille, le tout précédé d'un bilan de la recherche; en conclusion, un texte prospectif aborde le thème de la mémoire des femmes.

On touche aux principales institutions scolaires destinées aux filles: école ménagère, enseignement supérieur, éducation chez les Ursulines, école privée - école publique et on fait même une étude comparée de l'appareil scolaire québécois et français. La syndicalisation des institutrices et l'étude du «corps enseignant» sous l'angle de la classe sociale et des différences dues au sexe complètent la partie sur les rapports femmes et éducation. La seconde partie examine les théories de la famille et les rapports famille/pouvoir au Québec et en France et couvre des thèmes allant de la socialisation des filles dans la famille en passant par la domesticité féminine, l'économie familiale, les salles d'asile et la fertilité des Québécoises.

Le bilan de la recherche que dressent Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont a l'avantage de nous présenter où en est la production scientifique dans l'étude des rapports femmes-famille et femmes et éducation. On y souligne l'absence de synthèse sur l'histoire de l'éducation des filles, le peu de développement des problématiques et la trop grande place prise par l'analyse du discours dans les recherches par rapport à telle donnée à l'interprétation des faits. Les auteures préconisent comme avenue possible le développement de concepts rendant compte de l'éducation des filles comme contradiction entre discours et réalité de même qu'entre exigence du marché du travail et programmes offerts, pistes intéressantes à plus d'un titre.

Cette collection de textes apporte des éléments nouveaux et riches. On ne peut que se réjouir de voir mise en lumière par Micheline Dumont une face cachée de notre histoire, cette institution de socialisation jusque-là presque inconnue: les salles d'asile, ancêtres de nos actuelles garderies.

Du point de vue de l'interprétation des faits, l'article de Marie Lavigne est une remise en cause des théories et des méthodologies courantes dans l'étude de la fertilité des Québécoises et une démythification des principales croyances sur la fertilité et la dénatalité au Québec. Elle décrit *les multiples conditions* des femmes et non pas le seul modèle de la mère d'une nombreuse famille, et son corrolaire, la division du travail de reproduction *entre et chez* les femmes. Fait intéressant, elle montre que les Québécoises n'ont pas été aussi soumises qu'on le dit à l'idéologie religieuse, par exemple pour ce qui est de la contraception.

L'analyse comparée de l'éducation des filles en France et au Québec permet de voir que malgré de grandes différences sous l'angle des rapports Eglise-Etat, des cadres législatifs et des structures éducatives, le discours relatif aux filles, basé sur une supposée nature féminine et les programmes scolaires, caractérisés par des contenus spécifiques et plus *allégés* pour céder la place à l'enseignement ménager, présentent des «analogies troublantes».

Malgré la diversité des articles, de grandes lignes de fond et de forces ressortent de cet ouvrage. A travers différentes études de cas, les auteures montrent très bien *la spécificité de l'éducation des filles* et l'insistance sur la socialisation-moralisation dédiée à de futures mères-épouses-enseignantes, quelle que soit la filière ou sous-filière scolaire suivie, de l'enseignement ménager à l'enseignement supérieur.

Plus intéressant encore, elles réussissent à souligner les différences entre chacune des sous-filières selon l'ethnie (indienne ou française), le contexte socio-politique (France et Québec) et selon la classe sociale d'origine. Ainsi, elles démontrent qu'en plus d'une hiérarchie des communautés religieuses, on constate un clivage de classe très grand, une même communauté religieuse pouvant dispenser une formation très différente selon les deux types d'école qu'elle gère (privée ou publique) et les fractions de classe auxquelles elle s'adresse.

A ce sujet, et à partir du cas type de l'académie Marie-Rose et de l'école du Sacré-Coeur, toutes deux appartenant à la même communauté religieuse, Marie-Paule Malouin illustre de façon originale l'hypothèse selon laquelle l'école privée des religieuses permettrait d'offrir une instruction publique à peu

de frais. On connaissait le rôle supplétif de l'Etat dans le système scolaire à cette époque, cet article apporte une dimension plus fouillée et une analyse plus fine du phénomène.

On illustre aussi clairement les voies culs-de-sac qui étaient celles destinées aux filles: que l'on pense à l'école ménagère ou même au collège classique pour fille. Nicole Thivierge montre d'ailleurs très bien que si l'enseignement ménager a pu subsister si longtemps, ce n'est que grâce à l'aide de l'Etat qui était beaucoup plus prodigue à son égard, au grand détriment du cours classique féminin.

De plus, on voit clairement comment, au Québec et même en France (plus particulièrement au secondaire), l'Eglise concentre et/ou s'approprie l'éducation des filles. A plusieurs reprises, les auteurs soulignent la lutte des communautés religieuses de femmes par rapport aux autorités tant politiques qu'ecclésiastiques et leur rôle «progressiste». Quoiqu'il soit intéressant de faire ressortir les batailles qu'elles ont livrées, fait assez peu mentionné en histoire de l'éducation, nous croyons que l'interprétation de leur rôle comme progressiste est peut-être à nuancer ou pour le moins à expliciter davantage.

On doit toutefois mentionner certaines carences, et déplorer par exemple que la majorité des articles se concentrent sur le 19^e ou au plus le début du 20^e siècle. On aurait pu quelquefois lier l'analyse du passé à des éléments de conjoncture plus actuelle. De plus, il est malheureux qu'encore une fois on ait persisté dans la dichotomie système anglophone/système francophone où l'aspect anglophone n'est nullement abordé par des francophones (et vice-versa), ce qui est courant dans la recherche actuelle en éducation. Malgré ces quelques lacunes, cet ouvrage nous apparaît *fondamental*.

Après *Travailleuses et féministes* et l'histoire des femmes du collectif Clio, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école* ouvre une brèche en abordant des questions peu ou pas touchées jusqu'alors par les recherches actuelles ou encore, comme le préconise d'ailleurs le bilan de la recherche qu'elles dressent, en analysant avec une grille féministe des aspects déjà abordés auparavant.

Micheline Dumont, dans «La mémoire des femmes» nous laisse avec un vaste programme de recherche car, dit-elle, «c'est toute la signification historique qui doit être changée et non pas seulement un chapitre marginal de l'histoire» (p. 374).